

Développement social inclusif :

Dix leçons pour l'enseignement supérieur du point de vue de l'UNESCO

Bikas C. Sanyal

Chevalier de la Légion d'honneur, (France), ancien conseiller du directeur général de l'UNESCO et consultant de l'école de gestion de Maastricht, Pays-Bas.

Résumé

Tiré de son expérience au sein de l'UNESCO, Bikas C Sanyal nous livre une réflexion éclairée sur le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement social inclusif de nos sociétés modernes. Dans les grandes lignes, celui-ci, montre que l'enseignement supérieur doit jouer un rôle dans la lutte contre l'exclusion en replaçant la jeunesse au cœur des préoccupations sociétales. L'enseignement supérieur semble donc être le moyen d'éviter les écueils sur lesquels butent les sociétés modernes tout en assurant pour elles-mêmes un futur sensible et pertinent.

Abstract

Drawing on his experience at UNESCO, Bikas C Sanyal offers us an informed reflection on the role of higher education in the inclusive social development of modern societies. In broad terms, it shows that higher education must play a role in the fight against exclusion by putting youth back at the heart of societal concerns. Higher education therefore seems to be the means to avoid the pitfalls that modern societies face, while ensuring a sensitive and relevant future for themselves.

Resumen

Basándose en su experiencia en la UNESCO, Bikas C. Sanyal nos ofrece una reflexión ilustrada sobre el papel de la educación superior en el desarrollo social inclusivo de nuestras sociedades modernas. En términos generales, muestra que la enseñanza superior debe desempeñar un papel en la lucha contra la exclusión, volviendo a situar a los jóvenes en el centro de las preocupaciones de la sociedad. Así pues, la educación superior parece ser el medio de evitar los escollos que enfrentan las sociedades modernas, asegurando al mismo tiempo un futuro sensible y pertinente para ellas.

Resumo

Port Com base em sua experiência na UNESCO, Bikas C Sanyal nos oferece uma reflexão esclarecida sobre o papel do ensino superior no desenvolvimento social inclusivo de nossas sociedades modernas. Em termos gerais, mostra que o ensino superior deve desempenhar um papel na luta contra a exclusão, colocando a juventude novamente no centro das preocupações da sociedade. Assim, o ensino superior parece ser o meio de evitar as armadilhas que as sociedades modernas enfrentam, garantindo-lhes um futuro sensível e relevante.

Introduction

Dans son discours inaugural pour la célébration du centenaire de la participation de Swami Vivekananda au Parlement des Religions à Chicago, le Directeur général de l'UNESCO a déclaré au sujet du développement inclusif :

Il s'est engagé « ...d'abord (...) en faveur de l'universalisme et de la tolérance, son identification active avec l'humanité dans son ensemble (...) Puis pour les pauvres et les démunis. »

Le directeur général a poursuivi :

« La mission qu'il a établi en Inde et qui s'est maintenant étendue au monde entier, travaille à réduire la pauvreté et à éliminer la discrimination entre les différents segments de la société. Il n'y a pas de défi plus important pour nous tous que celui-ci : s'efforcer de surmonter ces problèmes à la racine ; et c'est un défi que les Nations unies, en collaboration avec toutes les ONG partenaires possibles, doivent, selon moi, considérer comme une priorité absolue dans les années à venir ; troisièmement, sa préoccupation pour le développement humain et sa vision de l'éducation, de la science et de la culture comme instruments essentiels de ce développement".ⁱ

Le développement social inclusif et la mise en œuvre de politiques inclusives restent des domaines de préoccupation en plein essor qui constituent le cœur du travail du développement international. Il s'agit de concepts évolutifs qui restent encore largement non opérationnalisés en termes de politique et de programmes - une tâche devenue urgente avec l'adoption des objectifs mondiaux. Six d'entre eux le sont : Éducation inclusive, croissance économique inclusive, industrialisation inclusive et durable, réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, établissements humains inclusifs et sociétés inclusives.ⁱⁱ

Dans ce document, nous verrons comment l'enseignement supérieur peut jouer son rôle.

Pour l'enseignement supérieur, l'accent devra être mis sur la nécessité d'interventions plus fortes au niveau politique et sur l'intégration de l'équité et de l'inclusion :

- i) une thématique globale et un objectif qui recoupe toutes les politiques sectorielles et traite de manière exhaustive de tous les axes sur lesquels l'exclusion opère ;
- ii) un focus sur la conception et la mise en œuvre de toute politique et tout programme ;
- iii) une approche permettant d'étudier et de traiter les goulets d'étranglement et les lacunes dans la fourniture des services (du côté de l'offre) et dans l'accès ou l'utilisation adéquats (du côté de la demande) ; et
- iv) un objectif qui mène vers des réponses politiques intégrées et une cohérence politique aux niveaux mondial, régional, national et infranational.

Le rôle de l'enseignement supérieur pourrait être d'identifier les objectifs communs à toutes les politiques sectorielles et de traiter de manière globale tous les axes sur lesquels l'exclusion opère, grâce à une analyse diagnostique et à des enquêtes qualitatives et quantitatives bien conçues auprès de tous les groupes cibles.

Définition de l'exclusion et de l'inclusion sociales et compréhension des politiques d'inclusion

Comme le dit la Banque mondiale, « l'exclusion sociale est peut-être une question de pauvreté, mais elle va souvent au-delà de la pauvreté et, à certains moments, elle n'est pas du tout une question de pauvreté ». À d'autres moments encore, elle contribue à expliquer les causes profondes de la pauvreté. L'exclusion peut s'entrecroiser avec la pauvreté et découler d'un ensemble de désavantages multiples et interdépendants qui se traduisent par une privation économique et sociale. Elle est également essentielle pour expliquer pourquoi certains groupes restent piégés dans la pauvreté, ne bénéficiant pas pleinement des investissements publics dans l'éducation et la santé, par exemple.

Inversement, l'inclusion sociale est un processus multidimensionnel visant à créer les conditions et, si nécessaire, à abaisser les barrières économiques, sociales et culturelles pour une « *participation pleine et active de chaque membre de la société dans tous les aspects de la vie* ». Un tel processus accorde l'attention nécessaire à la manière dont les conditions doivent être améliorées.ⁱⁱⁱ

On peut observer que la Banque mondiale reconnaît la complexité des causes profondes de l'exclusion sociale et reste prudente en ne brisant pas les limites mais en les ajustant.

La Banque mondiale a pu identifier certaines des causes profondes de l'exclusion sociale. L'exploration de l'identification des conditions favorisant et inhibant l'inclusion peut également être possible, dans une certaine mesure, grâce à l'analyse diagnostique appliquée à l'enseignement supérieur.

Comprendre la politique d'inclusion

Tout au long de cette présentation, il est souligné que les politiques d'inclusion ne sont pas des interventions sectorielles, mais qu'elles sont plutôt transversales et applicables à de multiples politiques sectorielles.

Aucune politique ou intervention isolée ne peut parvenir à l'inclusion.

Elle est le fruit d'un ensemble de politiques et d'interventions de taille appropriée provenant de toutes les directions nécessaires.

La définition utilisée tout au long de ce document aborde la politique d'inclusion comme un cadre d'action publique.

L'objectif est double : d'une part, inclure de manière adéquate toutes les parties concernées dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques (inclusion dans les moyens) et, d'autre part, produire le résultat de l'inclusion (inclusion dans la finalité).

Là encore, le rôle de l'enseignement supérieur est appelé à intégrer toutes les parties concernées dans l'analyse diagnostique par le biais d'enquêtes qualitatives et quantitatives.

Caractéristiques de l'exclusion sociale. Portefeuille de dispositifs pour les politiques et plans d'action d'inclusion avec leurs considérations de conception.

J'ai sélectionné cinq caractéristiques de l'exclusion sociale. Il s'agit de la multidimensionnalité ; du caractère dynamique ; du caractère relationnel, contextuel et du travail à plusieurs niveaux ; de l'intersection des risques et des moteurs d'exclusion et de la participation.

Je traite de chacun d'entre eux ci-dessous.

Caractéristique de l'exclusion : la multidimensionnalité

Il existe un consensus général parmi les acteurs académiques et les acteurs de la politique publique sur le fait que le concept comprend des dimensions sociales, civiques, politiques, culturelles et économiques. Les services sociaux, la vie économique, les réseaux sociaux et la participation constituent un autre groupe de dimensions essentiellement identiques ;

Le rôle de l'enseignement supérieur dans l'analyse diagnostique devrait ici être une combinaison des caractéristiques macroéconomiques des différents secteurs de la société, des caractéristiques formelles et informelles et des caractéristiques microéconomiques des groupes individuels, des groupes ordinaires, urbains (centres-villes, bidonvilles), ruraux, isolés, des tribus marginalisées, afin de promouvoir leur participation par une diffusion adéquate de l'information en utilisant toutes sortes de médias disponibles et adaptés aux différents secteurs et groupes.

Dispositif de politiques inclusives :

Objectif transversal et global

Conception de plans d'action : Système ou portefeuille d'interventions ; Supra-objectif au niveau de la fixation des priorités ; Allocation des ressources en fonction des besoins

Là encore, il faudra poursuivre l'analyse économique du mécanisme optimal d'allocation des ressources en fonction des besoins.

Exemple : Le onzième plan pour la Malaisie (2016- 2020) identifie l'inclusion comme l'un des six "axes stratégiques" du pays. En plus d'en faire une priorité à part entière, le document intègre des indicateurs d'inclusion dans les autres grands domaines de préoccupation^{iv}

Continuum d'interventions

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Continus intégrés et multidimensionnels ; mécanismes de coordination (l'existence de mécanismes de coordination adéquats pour faciliter une planification et une surveillance conjointes efficaces des interventions d'inclusion dans tous les secteurs (p. ex. éducation, santé, protection sociale, logement), à tous les niveaux (p. ex. micro, en se référant aux personnes et aux

ménages, niveaux sous-national et national), à tous les fournisseurs (p. ex. public, sans but lucratif, privé) et à tous les moments.

Exemple : Le Conseil interagences américain sur les sans-abris surveille, évalue et fait des recommandations pour améliorer l'efficacité des activités et des programmes fédéraux destinés aux personnes sans domicile, diffuse les meilleures pratiques et fournit un soutien financier, professionnel et technique aux gouvernements des États et locaux et aux organisations du secteur public et privé qui aident les sans-abris. La coordination des programmes entre dix-neuf ministères et agences gouvernementales, ainsi qu'avec les organisations à but non lucratif et les acteurs privés, incombe au Conseil.^v

Le rôle de l'enseignement supérieur est l'application d'un processus de décision décentralisé pour une efficacité accrue des programmes d'inclusion.

Innovation dans le secteur public

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Essai, test, amélioration de l'approche ; inclusion des communautés d'utilisateurs ; nouvelles technologies dans la conception et la fourniture

Exemple : le projet "Mwana" en Zambie, lancé en 2010 avec le soutien du ministère de la santé et de l'UNICEF, a permis de réduire les délais de transmission des résultats des laboratoires de test du VIH aux établissements de santé par SMS instantané de 66 jours à 33 jours en moyenne dans les communautés rurales et mal desservies du pays. En plus de renforcer le diagnostic précoce des nourrissons et d'améliorer le taux de suivi postnatal, le Mwana a réussi à faire participer les agents de santé locaux et les utilisateurs de services à la co-conception de services d'information sanitaire.^{vi}

L'application évidente de l'enseignement supérieur est l'utilisation de techniques statistiques, y compris la simulation pour identifier le résultat et utiliser les médias appropriés pour la diffusion.

Politiques intégrées

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Approche intégrée des données ; Données pondérées (équité) ; Données en temps utile. L'utilisation des études Tracer est une technique utile utilisée pour la gestion de l'enseignement supérieur.

Exemple de données : Twitter et de perceptions de la crise

En Indonésie, on a constaté que le nombre de tweets discutant du prix du riz en Indonésie correspondait étroitement aux statistiques officielles de l'inflation, ce qui montre comment le volume et les sujets des conversations sur Twitter peuvent refléter les préoccupations d'une population en temps quasi réel".^{vii}

Caractéristique de l'exclusion : Caractère dynamique

Elle est vécue à des degrés et avec une intensité différente par des individus et des groupes sociaux différents au fil du temps

Dispositif de la politique d'inclusion

1. Durée

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Persistance du programme d'inclusion ; panel de données longitudinales ; analyse historique et contextuelle.

Exemple : Le Centre d'études sur l'exclusion sociale et les politiques d'inclusion de l'Institut Tata des sciences sociales, Mumbai, Inde (2008) a observé un manque d'uniformité dans le statut social et les domaines culturels entre les différentes tribus dans les différentes régions du pays. Ce caractère spécifique des groupes tribaux est important dans la mesure où, tout en élaborant des politiques de développement social et économique, il faut être conscient de ces niveaux de transition. Par exemple, il existe des groupes tribaux très instruits dans les États du nord-est comme le Mizoram, alors que dans des régions comme l'Orissa et le Bihar, les populations tribales sont très peu instruites. La situation est la même pour de nombreux autres indicateurs sociaux de développement parmi les groupes tribaux à travers le pays.

Ainsi, les politiques tribales doivent être spécifiques à un groupe ou à une région. Des politiques uniformes généralisées à l'infini peuvent ne pas servir l'objectif recherché.

Les études par traceurs mentionnées ci-dessus peuvent également être nécessaires pour analyser les données longitudinales des différents groupes.

2. Caractère à long terme et prospectif

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Non-linéarité ; résultats non planifiés ; besoins naissants et émergents ; élaboration anticipée des politiques

Fonctions proactives et réactives

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Interventions à un stade précoce ; mesures réactives.

Caractéristique de l'exclusion : Relationnelle, contextuelle, travaillant à plusieurs niveaux

Elle est à la fois le résultat et le processus de la rupture entre les individus, les groupes et les sociétés. Elle est vécue avec un degré et une intensité différente pour les différents groupes socio-économiques à différents niveaux, national, régional et local.

Dispositifs de la politique d'inclusion :

1. égalité des chances et des résultats

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Symptômes et causes structurelles (les mesures qui sont bien placées pour traiter à la fois l'égalité des chances et les facteurs structurels persistants, c'est-à-dire la discrimination, le manque d'accès aux ressources, le manque de représentation) ; utilisation efficace des opportunités ; résultats comparables ; et objectifs d'inclusion à long terme ;

2. Prestation de services (côté offre) et accès ou utilisation adéquats (côté demande) :

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Réseau de service public ; causes de la faible utilisation ; conditions d'inclusion (l'écart entre l'offre et l'utilisation est un problème à long terme pour l'inclusion)

Les conditions de l'inclusion doivent être sérieusement prises en considération car toute forme d'incorporation défavorable peut conduire à une plus grande auto-exclusion et à un plus grand isolement.

L'utilisation d'une analyse statistique quantitative et qualitative est nécessaire pour un tel diagnostic dans le temps.

Exemple : Des cas concrets viennent du Mexique, où une augmentation des taux de scolarisation allant de 3,5 à 5,8 points de pourcentage pour les garçons et de 7,2 à 9,3 pour les filles est attribuée au programme d'éducation, de santé et de nutrition. Le taux moyen de scolarisation a augmenté de près de 22 points de pourcentage après la mise en œuvre du programme de réseau de protection sociale au Nicaragua. ^{viii}

3. répartition des dépenses publiques

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Redirection des ressources ; répartition des bénéfices par groupe ; sensibilisation du public et valeur pour la société dans son ensemble

Les modèles d'allocation optimale des ressources appliqués dans l'enseignement supérieur pourraient être adaptés ici aussi.

Exemple : Par exemple, en raison d'une éducation et d'une participation au marché du travail insuffisantes chez les Roms, les pertes économiques combinées de quatre pays d'Europe (Serbie, République tchèque, Bulgarie et Roumanie) s'élèvent annuellement à 5,7 milliards d'euros, tandis que les pertes fiscales sont estimées à 2 milliards d'euros par an) ^{ix};

Rôle des acteurs internationaux

Dispositifs des politiques d'inclusion 4 : Relation entre le courant dominant et les populations exclues

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Cibler toutes les parties ; Dialogue constructif

Caractéristique de l'exclusion : Intersection des risques et des moteurs de l'exclusion

L'exclusion sociale est liée à des conditions de groupe à risque et à des caractéristiques individuelles. Elles se recoupent avec les facteurs d'exclusion liés aux politiques et aux programmes.

Dispositifs des politiques inclusives :

1. Les risques d'exclusion et leurs intersections

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Conditions de groupe et caractéristiques individuelles liées au sexe, à l'âge, à l'origine ethnique, à la langue, à la religion, à la santé et/ou au statut et à ses marqueurs tels que le revenu, l'emploi, l'éducation, le lieu de résidence, etc.

L'interface entre l'analyse macroéconomique et les caractéristiques microéconomiques, comme mentionné ci-dessus, sera une méthodologie utile pour concevoir de telles politiques d'inclusion.

Exemples : L'UNESCO souligne que du Guatemala et du Pérou au Cambodge et à la République démocratique populaire lao, les jeunes adultes indigènes sont beaucoup plus susceptibles que les non indigènes de connaître une privation extrême d'éducation, surtout s'ils sont pauvres et de sexe féminin)^x ; Un risque différencié mais partagé : Toute intervention politique peut avoir un impact différencié - à la fois positif et négatif - sur diverses catégories et divers groupes dans une société donnée. Prenons par exemple les problèmes de répartition et les effets régressifs possibles des politiques et mesures associées à la transition environnementale ; inégalités intra-groupe.

2. Suppression des facteurs d'exclusion

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Facteurs structurels, comportementaux et politiques ; goulets d'étranglement et lacunes avec un potentiel d'exclusion

3. Conception de politiques sur mesure et prestation de services

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Besoins et préférences des bénéficiaires visés ; Interventions non exclusives mais adaptées

Là encore, le rôle de l'enseignement supérieur consiste à analyser les attitudes et les attentes des individus et des groupes, les micro-caractéristiques mentionnées ci-dessus seront utiles pour identifier les interventions adaptées.

4. Analyse des effets des politiques différenciées et de répartition

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Déversements intersectoriels des risques ; Corollaires spécifiques à un groupe ou à une catégorie

5. Ampleur et profondeur pondérées de l'intervention

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Intensité, structure et persistance de l'exclusion : Types de risques et de conducteurs ; profondeur de la couverture.

Caractéristique de l'exclusion : le manque de participation

La participation, avec un accent particulier sur les segments de la population exclus ou sujets à l'exclusion, doit être planifiée et assurée tout au long du cycle politique - c'est-à-dire à tous les niveaux et étapes de la définition des priorités, de la formulation des politiques, de la budgétisation, de la mise en œuvre et, surtout, de la fourniture d'un retour d'information sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas au niveau attendu

Dispositifs des politiques inclusives :

1. Améliorations procédurales

Considérations relatives à la conception des plans d'action : La participation comme objectif normatif ; les politiques inclusives doivent tenir compte des intérêts légitimes (et souvent concurrents) de toutes les parties potentiellement concernées. Les approches participatives ou ouvertes à la prise de décision et à l'engagement des parties prenantes sont donc un objectif normatif de ces interventions politiques" ;

Des voies garanties et institutionnalisées : la présence ou la création des mécanismes institutionnels et réglementaires nécessaires pour garantir/institutionnaliser la participation plutôt que de la gérer de manière discrétionnaire est une préoccupation centrale des politiques d'inclusion.

2. Participation transformatrice

Considérations relatives à la conception des plans d'action : Bien qu'elle soit importante, la simple possibilité de participer peut ne pas suffire si le pouvoir est inégal et si les personnes assises à la table n'ont pas un niveau comparable de capacité à s'engager dans les processus politiques. En développant les capacités des personnes concernées, ces processus peuvent être de nature transformatrice

Le mécanisme de planification participative appliqué dans l'enseignement supérieur devrait être exploré afin de promouvoir une participation transformatrice à la prise de décision pour la conception d'une politique inclusive de développement social.

Exemples : La budgétisation participative mise en œuvre de 2001 à 2004 à Sao Paulo, au Brésil. C'est un bon exemple à deux égards. Premièrement, en s'appuyant sur une méthodologie d'action positive, elle a été institutionnellement conçue pour encourager et soutenir, tout au long du cycle, la participation de groupes ou de segments de population historiquement défavorisés : Afro-brésiliens, personnes âgées, enfants et adolescents, jeunes, communauté LGBT, femmes, groupes indigènes, sans-abri et personnes handicapées. Deuxièmement, outre les objectifs plus traditionnels d'ouverture de "la structure d'opportunité politique de la ville aux résidents pauvres et autres populations exclues" et d'effets redistributifs, l'exercice a gardé à l'esprit la question du renforcement des capacités des groupes participants. Ce faisant, il a réussi à aider les participants à élargir les bases de leurs décisions (leurs intérêts et préférences), à améliorer leurs capacités de prise de décision et à mieux comprendre le fonctionnement du gouvernement de la ville et la manière d'avoir un impact sur celui-ci.^{xi}

Conclusion : Dix leçons pour l'enseignement supérieur.

L'enseignement supérieur doit jouer un rôle important dans le développement social inclusif, comme cela a été mentionné dans le texte et résumé ci-dessous.

1. Le rôle de l'enseignement supérieur pourrait être d'identifier les objectifs par une analyse diagnostique pour un développement social inclusif.
2. Exploration de l'identification des conditions favorisant et inhibant l'inclusion peut également être possible dans une certaine mesure comme le montre la Banque mondiale.
3. Pour un développement social inclusif, l'enseignement supérieur est appelé à intégrer toutes les parties concernées dans l'analyse diagnostique par le biais d'enquêtes

qualitatives et quantitatives, comme cela a été fait au Mexique et au Nicaragua (Rawlings et Rubio 2005).

4. Une analyse économique du mécanisme optimal d'allocation des ressources en fonction des besoins, tel qu'il est appliqué dans la planification de l'enseignement supérieur, peut être utile. L'absence de ce mécanisme a entraîné de graves pertes fiscales, selon le PNUD, pour quatre pays européens (2006).
5. La décentralisation du processus décisionnel, telle qu'elle est appliquée dans la planification de l'enseignement supérieur, peut accroître l'efficacité des programmes d'inclusion.
6. L'application de l'enseignement supérieur dans l'utilisation de techniques statistiques, y compris la simulation, pour identifier les résultats et l'utilisation de médias appropriés pour la diffusion, contribueraient au développement inclusif. (Utilisation des conversations sur Twitter en Indonésie, comme indiqué dans le rapport Global Pulse 2013 des Nations unies)
7. L'utilisation d'analyses statistiques quantitatives et qualitatives pour le diagnostic et l'utilisation d'études de traçage utilisées pour la gestion de l'enseignement supérieur pour l'analyse de données longitudinales sont utiles pour suivre les progrès du développement inclusif.
8. Pour la redistribution des bénéfices du développement inclusif, les modèles optimaux d'allocation des ressources appliqués dans l'enseignement supérieur pourraient être adaptés ici aussi.
9. L'interface entre la macro-analyse et les micro-caractéristiques telles que les attitudes et les attentes des individus et des groupes constitue une méthodologie utile pour concevoir de telles politiques d'inclusion et les mettre en œuvre avec des interventions adaptées, comme le montrent les rapports de l'UNESCO sur le Pérou et le Guatemala.
10. Le mécanisme de planification participative appliqué dans l'enseignement supérieur devrait être exploré afin de promouvoir une participation transformatrice dans la prise de décision pour concevoir une politique inclusive pour le développement social comme cela a été appliqué au Brésil...

Les mesures ci-dessus ne nous donnent que les conditions nécessaires à un développement social inclusif. Les conditions suffisantes sont rappelées ci-dessous.

On nous rappelle les maux sociaux actuels : La corruption rampante à tous les niveaux de la société, y compris dans le système judiciaire, le consumérisme brutal, le radicalisme extrême dans l'idéologie, la religion et le nationalisme extrême qui conduisent à l'intolérance et à la violence et, enfin, la cybercriminalité qui résulte d'un grave déficit de nos valeurs morales et éthiques favorisant l'exclusion sociale. Aucun programme de développement pour l'inclusion sociale ne peut être soutenu si ce déficit n'est pas réduit en vue de son élimination. Le cadre pourrait être mieux transformé, y compris l'esprit interne de notre société. L'éducation tout au long de la vie, y compris les valeurs morales et éthiques, doit jouer un rôle important, du "sein de la mère à la tombe". Les dernières réflexions de l'UNESCO dans ce domaine pourraient être utiles.

ⁱ Bikas C Sanyal : Le message de Swami Vivekananda et sa pertinence pour l'UNESCO aujourd'hui dans Swami Vivekananda, Cent ans de Chicago, Ramakrishna Math et Ramakrishna Mission, 1994

ⁱⁱ Disponible sur <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld/publication>

ⁱⁱⁱ Banque Mondiale (2013), Inclusion Matters: The Foundation for shared prosperity (Advance Edition) Washington DC, Banque Mondiale

^{iv} Gouvernement malaisien (2015), Onzième plan Malaisie 2017-2020, Ancrer la croissance sur Peole, Unité de planification économique, Département du Premier ministre, Kuala Lumpur

^v Silver, H (2012), Framing Social Inclusion Policies, Background paper draft, Banque mondiale, Washington, DC. ⁷ UN E-Government Survey 2014, pp58, 155, disponible sur <http://unpan3.un.org/egovkb/Reports/UN-E- Government-Survey-2014>

^{vi} UN E-Government Survey 2014, pp58, 155. Disponible ici <http://unpan3.un.org/egovkb/Reports/UN-E- Government-Survey-2014>

^{vii} <https://www.unglobalpulse.org/document/big-data-for-development-primer/>

^{viii} Rawlings B.L. and Rubio M. G. (2005) Evaluating the Impact of Conditional Cash_ Transfer Programs, World Bank Research Observer, 20 (1) 29-55. Available at: <http://wbro.oxfordjournals.org/content/20/f/29.full.pdf>

^{ix} PNUD (2006), At Risk : Roma and the Displaced in South East Europe, Bratislava : PNUD et DE Laat J. (2010) Roma Inclusion : An Economic Opportunity for Bulgaria, Czech Republic, Romania and Serbia, Policy Note, Washington DC, Banque Mondiale

^x UNESCO (2010) Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010 ; Atteindre les marginalisés, Paris, UNESCO, p.149

^{xi} Hernandez-Medina, E (2010) Social Inclusion through Participation: the case of the participatory budget in Sao Paulo, International Journal of Urban and Regional research , 34:512-32